

N° 95.

---

FRANCE  
ET TCHÉCO-SLOVAQUIE

Convention relative à l'émigration et  
à l'immigration, signée à Paris le  
20 mars 1920.

---

N° 95.

---

FRANCE  
AND CZECHO-SLOVAKIA

Convention respecting reciprocal  
emigration, signed at Paris on  
March 20, 1920.

No. 95. — CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET LA TCHÉCO-SLOVAQUIE RELATIVE A L'É-MIGRATION ET A L'IMMIGRATION<sup>2</sup>, SIGNÉ A PARIS LE 20 MARS 1920.

*Texte officiel français communiqué par le Ministère des Affaires Etrangères de la Tchéco-Slovaquie. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 12 mars 1921.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désirant régler dans le plus grand esprit d'entente amicale les mouvements d'émigration entre les deux pays et assurer à leurs nationaux respectifs la réciprocité des bénéfices de la législation en vigueur sur la réparation, des dommages résultant des accidents de travail, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE :

M. Stefan OSUSKY, Ministre Plénipotentiaire, Délégué de la République Tchéco-Slovaque à la Conférence de la Paix ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Alexandre MILLERAND, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères ;

M. Paul JOURDAIN, Ministre du Travail,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

<sup>1</sup> Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

<sup>2</sup> L'échange des ratifications a eu lieu à Paris le 30 novembre 1920.

<sup>1</sup> TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 95. — CONVENTION BETWEEN FRANCE AND CZECHO-SLOVAKIA RESPECTING RECIPROCAL EMIGRATION<sup>2</sup>, SIGNED AT PARIS, ON MARCH 20, 1920.

*French official text, communicated by the Czechoslovak Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place on March 12, 1921.*

WHEREAS THE PRESIDENT OF THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC AND THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC desire to regulate emigration between their respective countries upon the basis of a friendly understanding, and to ensure that their respective nationals benefit reciprocally by existing legislation with respect to injuries resulting from accidents due to employment, they have resolved to conclude a convention upon this subject, and appointed as their plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC :

M. Stefan OSUSKY, Minister Plenipotentiary, Czechoslovak Delegate to the Peace Conference ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Alexandre MILLERAND, President of the Council, Minister for Foreign Affairs, and

M. Paul JOURDAIN, Minister of Labour,

who, after having exchanged their powers found in good and due form, have agreed to the following articles :

<sup>1</sup> Translated by the Secretariat of the League of Nations.

<sup>2</sup> Ratifications exchanged at Paris, November 30th, 1920.

*Article premier.*

Le Gouvernement Tchéco-Slovaque et le Gouvernement Français conviennent :

1<sup>o</sup> De donner toutes facilités administratives aux nationaux et à leurs familles de chacun des deux pays désireux de se rendre individuellement dans l'autre pour y travailler ainsi que pour leur rapatriement dans leur pays d'origine, sous réserve de l'application des dispositions énoncées ci-dessous.

2<sup>o</sup> D'autoriser le recrutement plural des travailleurs dans l'un des deux pays pour le compte d'entreprises situées dans l'autre, dans les conditions stipulées par la présente Convention.

## I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

*Article 2.*

Les travailleurs immigrés recevront, à travail égal, une rémunération égale à celle des nationaux de même catégorie et de même spécialité professionnelle employée dans la même entreprise, rémunération basée sur le taux de salaire normal et courant de la région.

*Article 3.*

Ils jouiront de la protection accordée aux travailleurs par la législation intérieure des Hautes Parties Contractantes, ainsi que de la protection que les Parties Contractantes pourraient leur assurer en vertu de conventions spéciales conclues soit entre elles, soit avec d'autres Puissances.

En ce qui concerne les accidents du travail, et conformément au dernier paragraphe de l'article 3 de la Loi française du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, et dans les conditions indiquées par ce paragraphe, les restrictions prévues en ce qui concerne les travailleurs tchéco-slovaques victimes d'accidents, ainsi que leurs ayants droit ou leurs représentants ne résidant pas ou ayant cessé de résider sur le territoire français, sont levées de plein droit, en raison de la réciprocité assurée aux ouvriers français par la législation tchéco-slovaque reconnue équivalente.

Un accord conclu sous forme d'entente entre les administrations française et tchéco-slovaque compétentes précisera les dispositions néces-

*Article 1.*

The Czecho-Slovak and French Governments hereby agree :

1. To make administrative arrangements giving every facility to nationals of either country desirous of proceeding individually to the other country in order to work there, or of repatriation to their country of origin, subject to the provisions hereinafter mentioned :

2. To permit collective recruiting of labour in either country for undertakings situated in the other, subject to the conditions contained in this Convention.

## I. GENERAL PROVISIONS.

*Article 2.*

Immigrant workmen shall for an equal amount of work receive payment equal to that made to native workmen of the same class and professional qualifications employed in the same industry. This payment shall be based on the normal current rates of wages in the district.

*Article 3.*

They shall enjoy the protection afforded to workmen by the domestic legislation of the High Contracting Parties and by any special conventions that may be concluded between the Contracting Parties or between them and other States.

With regard to accidents due to employment and in accordance with the last paragraph of Article 3 of the French Law of April 9th, 1898, concerning accidents due to employment, and subject to the conditions contained in this paragraph, restrictions affecting Czecho-Slovak workmen who may meet with an accident, or their heirs and representatives, who do not, or have ceased to reside on French territory, are hereby cancelled, in consideration of the reciprocal treatment to be afforded to French workmen under corresponding Czecho-Slovak legislation.

An agreement in the form of an understanding between the competent French and Czecho-Slovak administration services shall determine

saies au paiement des rentes et pensions en Tchéco-Slovaquie et en France.

*Article 4.*

L'administration qualifiée de chacun des deux pays veillera à l'application des principes énoncés ci-dessus à l'égard des travailleurs de l'autre pays occupé sur son territoire et c'est à cette administration que seront adressées ou transmises, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités diplomatiques ou consulaires compétentes, toutes les réclamations formulées par les travailleurs étrangers en ce qui concerne les conditions de travail et d'existence qui leur seraient faites par leurs employeurs ou les difficultés de toute nature qu'ils pourraient éprouver du fait de leur présence en pays étranger.

L'administration qualifiée procédera aux enquêtes nécessaires et aura, seule, qualité pour intervenir en vue d'aplanir les difficultés ou les différends.

Le Gouvernement Tchéco-Slovaque et le Gouvernement Français auront recours à cet effet, si besoin est, chacun sur leur territoire, à des inspecteurs ou correspondants spéciaux parlant la langue des travailleurs immigrés.

Il n'est apporté aucune modification par les stipulations du présent article aux attributions des Consuls, telles qu'elles résultent des traités et conventions et des lois du pays de résidence.

*Article 5.*

Sous réserve des dérogations temporaires et exceptionnelles prévues à l'article 9 de la présente Convention, aucune autorisation spéciale autre que celle appliquée à l'ensemble des nationaux ne sera exigée à la sortie du pays d'origine pour les travailleurs et pour leurs familles qui se rendent individuellement et spontanément, ou par l'effet d'un recrutement

the necessary regulations for the payment of annuities and pensions in France and Czecho-Slovakia.

*Article 4.*

The administrative service concerned shall, in each country, supervise the applications of the terms mentioned above with respect to workmen of one country employed within the other. All claims made by foreign workmen with respect to the conditions of work and of living provided by their employers, or to difficulties of any kind that they may encounter owing to their sojourn in a foreign country shall be addressed to this administration either direct or through the competent diplomatic or consular authorities.

The competent authorities shall undertake the necessary investigation and shall alone be qualified to intervene with a view to settling difficulties or disputes.

The Czecho-Slovak and French Governments shall for this purpose, if necessary, employ each in their own territory inspectors or special agents speaking the language of the workmen who have immigrated.

The contents of this article shall in no way affect the powers of consuls as derived from existing or future treaties or conventions and the laws of the country in which they reside.

*Article 5.*

Subject to the temporary and exceptional measures dealt with in Article 9 of this Convention no special permission other than that applicable to nationals as a whole shall be required by workmen or their families leaving their country of origin to proceed individually and of their own free will or as a result of organised recruiting to the other country to

## II. EMIGRATION SPONTANÉE.

*Article 6.*

Les travailleurs émigrant individuellement et spontanément seront accueillis, à leur arrivée au pays de destination, par les autorités de ce pays qui les laisseront pénétrer librement, sous réserve de l'application des lois et règlements sanitaires ou de police et des dispositions formulées ci-dessous.

*Article 7.*

Si ces travailleurs produisent, à leur arrivée à la frontière, un contrat d'embauchage, ils pourront se rendre à leur destination, étant bien entendu que ce contrat ne contient, ni de la part du travailleur, ni de la part de l'employeur, des stipulations contraires aux principes de la présente Convention.

*Article 8.*

Si ces travailleurs ne produisent pas, lors de leur arrivée à la frontière, un contrat d'embauchage, ou si ce contrat contient des stipulations contraires à la présente Convention, ils seront dirigés sur la destination de leur choix s'ils ont les moyens de s'y rendre. En cas contraire, ils seront reçus dans un des centres d'hébergement gratuits ou adressés à un service de placement gratuit proche de la frontière. Ces centres ou services leur procureront un emploi dans des conditions conformes aux principes de la présente Convention et dans la mesure où le placement pourra s'effectuer sans préjudice pour les travailleurs nationaux.

*Article 9.*

Au cas où l'état du marché du travail ne permettrait pas, à certaines périodes, dans certaines régions, et pour certaines professions, de procurer un emploi aux émigrants venant individuellement et spontanément chercher du travail, le Gouvernement intéressé en avvertirait immédiatement, par voie diplomatique, celui du pays d'origine qui, à son tour, en informerait ses nationaux.

Au cas où cette notification ne produirait pas le résultat cherché, les Parties Contractantes arrêteraient, d'un commun accord, toutes autres mesures utiles.

## II. EMIGRATION OF FREE WILL.

*Article 6.*

Workmen, emigrating individually and of their own free will, shall, on their arrival in the country of destination, be received by the authorities of the country and allowed to proceed without hindrance, subject to the application of laws and regulations affecting Public Health police regulations and provisions hereinafter set forth.

*Article 7.*

If the workmen, on their arrival at the frontier, show a working agreement they may proceed to their destination, always provided that such agreement does not contain any conditions, either on the part of the employer or the workmen, contrary to the principles laid down in this convention.

*Article 8.*

If the immigrant workmen do not produce a working agreement on their arrival at the frontier, or if such contract contains conditions contrary to the provisions of this convention, they shall be sent to any destination they may choose, provided that they have the required means. In other cases, they shall be accommodated in one of the free immigrants' hostels, or sent to some labour exchange office near the frontier. These hostels or offices shall find them employment in accordance with the principles of this convention and provided that such employment does not prejudice the chances of national workmen.

*Article 9.*

In cases where, at stated periods, in certain districts and in certain professions, the condition of the labour market holds out no prospect of employment to such emigrants as have come individually and of their own accord to seek work, the Government concerned shall through diplomatic channels at once notify the Government of the nationals concerned, and the latter Government shall duly notify them of the fact.

In cases where such notification does not produce the effect required, the Contracting Parties shall mutually decide upon such other measures as may be expedient.

## III. RECRUTEMENT ORGANISÉ.

*Article 10.*

Les deux Gouvernements autorisent les opérations de recrutement organisé sur leur territoire, pour le compte des entreprises situées dans l'autre pays, dans les conditions indiquées ci-après.

*Article 11.*

Le Gouvernement du pays où s'opère le recrutement se réserve de déterminer les régions où le recrutement sera effectué et les catégories de travailleurs à fournir ; celui du pays où se trouvent les employeurs se réserve de déterminer les régions où les travailleurs pourront être dirigés.

Les Gouvernements des deux pays fixeront, d'un commun accord, le nombre et la catégorie des travailleurs qui pourront faire l'objet d'un recrutement organisé, de manière à ne nuire ni au développement économique de l'un des pays, ni aux travailleurs nationaux de l'autre. Ils constitueront à cet effet une Commission qui se réunira alternativement à Paris et à Prague au moins une fois par an.

Chacun des deux Gouvernements présentera à cette Commission l'avis d'un Comité consultatif national, dans lequel figureront, avec des représentants des services intéressés, des représentants patronaux et des représentants ouvriers.

*Article 12.*

Le recrutement organisé pourra être effectué dans les limites indiquées ci-dessus par les organismes officiels de placement du pays sur le territoire duquel se fait le recrutement.

En Tchéco-Slovaquie, il sera assuré exclusivement par l'intermédiaire de l'Office Central du Travail (Ministère de la Prévoyance sociale) ; en France, par l'Office national de Placement. Toutefois, les ouvriers ainsi recrutés seront, antérieurement à leur départ, acceptés et classés ou refusés, soit par une Mission officielle du Gouvernement du pays sur le territoire duquel ils doivent être employés, soit par une personne agréée par les deux Gouvernements.

## III. ORGANISED RECRUITING.

*Article 10.*

The two Governments authorise organised recruiting within their respective territories for undertakings in the other country, under the following conditions :

*Article 11.*

The Government of the country in which the recruiting takes place reserves the right of deciding in which districts such recruiting shall be carried out, and the categories of workers to be supplied ; the Government of the country in which the employers live, reserves the right of deciding to which districts the workers shall be assigned.

The Governments of the two countries shall mutually determine the numbers and categories of the workers to whom such organised recruiting shall apply, in such a manner as shall not be prejudicial, either to the economic development of the one country, or to the workmen who are nationals of the other. They shall establish a commission for this purpose which shall meet at least once a year and sit alternatively at Paris and Prague.

Each of the two Governments shall lay before this Commission the information tendered by a National Advisory Committee on which shall be represented the departments concerned as well as employers and workmen.

*Article 12.*

Organised recruiting may be carried out within the limits laid down above by the official employment organisations of the country within whose territories the recruiting takes place.

In Czecho-Slovakia this duty shall be exercised exclusively through the agency of the Central Labour Office (Ministry of Social Welfare), and in France by the National Office for Settlement. Nevertheless, the workmen thus recruited shall, prior to their departure, be accepted, classified, or refused either by an official mission of the Government of the country in which they are to be employed, or by a representative agreed upon by both Governments. All

Toutes opérations de recrutement direct effectuées dans le pays même de recrutement par les employeurs ou leurs représentants, autrement que par les organismes officiels ci-dessus créés, seront nulles et entraîneront la nullité des engagements auxquels elles auront donné lieu. Les contrats de travail proposés par les employeurs et les demandes d'ouvriers présentées par eux seront conformes à des contrats-types établis par voie d'accord entre les administrations qualifiées de Tchéco-Slovaquie et de France.

Un exemplaire de la demande correspondant à chaque opération de recrutement organisé sera soumis par l'employeur au visa de l'Administration qualifiée du pays où les ouvriers

direct recruiting carried out in the country where the recruiting actually takes place by the employers or their representatives, and not by the official organisations created for that purpose, shall be null and void, and shall entail the cancellation of the engagements to which they have given rise.

The working agreements submitted by employers and the claims put forward by workmen shall be in accordance with the standard working agreement forms which have been drawn up in agreement on the basis agreed upon by the competent authorities of Czecho-Slovakia and France.

A copy of the application for organised recruiting shall be submitted by the employer for endorsement by the competent authorities of the country in which the workmen are to be

d'épargne du pays d'origine les économies déposées par les travailleurs dans les Caisses d'épargne de l'autre pays.

*Article 14.*

Les dispositions des cinq premiers articles de la présente Convention sont applicables aux ouvriers de chacun des deux pays employés dans l'autre antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention.

*Article 15.*

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur en Tchéco-Slovaquie et en France à la date qui sera fixée d'un commun accord par les deux Gouvernements.

Elle aura une durée d'un an et sera renouvelée d'année en année, par tacite reconduction, sauf dénonciation dans les trois mois précédant l'expiration de chaque période.

Toutes les difficultés relatives à l'application de la présente Convention seront réglées par la voie diplomatique.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires, M. Stefan OSUSKY, d'une part, MM. Alexandre MILLERAND et Paul JOURDAIN, d'autre part, ont signé la présente Convention, et y ont apposé les Sceaux de leurs Armes.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 20 mars 1920.

(L.S.) (Signé) STEFAN OSUSKY.

(L.S.) (Signé) A. MILLERAND.

(L.S.) (Signé) JOURDAIN.

the workers in the savings-banks of the other country shall be transferred to the savings-banks of their own country.

*Article 14.*

The regulations laid down in the first five articles of this Convention shall apply to workmen of either country who may be employed in the other, prior to the date on which this Convention comes into force.

*Article 15.*

This Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Paris as soon as possible.

It shall come into force in Czecho-Slovakia and in France at a date which shall be fixed by common agreement between the two Governments.

It shall remain in force for one year and shall then be regarded as renewed by tacit agreement from year to year unless notice to the contrary is given within three months of the expiration of each period.

All difficulties arising from the carrying out of this Convention shall be settled through diplomatic channels.

In faith whereof the Plenipotentiaries, M. Stefan OSUSKY on the one part and MM. Alexandre MILLERAND and Paul JOURDAIN on the other, have signed this Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Paris, March 20, 1920.

(L.S.) (Signed) STEFAN OSUSKY.

(L.S.) (Signed) A. MILLERAND.

(L.S.) (Signed) JOURDAIN.

Pour copie conforme :

(Signé) Ph. D<sup>r</sup> IAN OPOCENSKY,

*Chef des Archives du Ministère des  
Affaires Etrangères.*



## PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés ont, d'un commun accord, déclaré ce qui suit :

A titre exceptionnel et en attendant la ratification de la présente Convention, ses dispositions seront immédiatement mises en vigueur, sauf celles de l'article 3 concernant les accidents du travail, étant entendu toutefois que, pour tous les accidents du travail, survenus entre la signature de la présente Convention et l'échange des ratifications, les dispositions dudit article 3 seront rétroactivement applicables dès cette ratification et que toutes mesures conservatoires seront prises, pour la garantie des droits des intéressés, soit par ces derniers, soit pour leur compte, par les employeurs.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 20 mars 1920.

(Signé) STEFAN OSUSKY.

(Signé) A. MILLERAND.

## PROTOCOL.

At the moment of signing the Convention of today's date, the undersigned Plenipotentiaries mutually declare as follows :

As an exceptional case and pending the ratification of this Convention, these provisions shall come into force immediately, except those in Article 3 which concern accidents occurring during work. It shall, however, be understood that when such accidents occur during the period between the signing of this Convention and the exchange of ratifications, the regulations of Article 3 shall be applicable retrospectively from the date of such ratification, and all protective measures shall be taken to guarantee the rights of those concerned, either by such persons themselves, or by their employers on their behalf.

Done in duplicate at Paris, March 20, 1920.

(Signed) STEFAN OSUSKY.

(Signed) A. MILLERAND.